





Un "cahier des charges" vise à définir exhaustivement les « spécifications de base » d'un produit ou d'un service à réaliser.



Le "cahier des charges" décrit notamment :

- les enjeux sous-jacents ;
- les objectifs généraux à atteindre, y compris le livrable principal ;
- les modalités éventuelles d'exécution ;
- les critères d'évaluation du livrable et des autres objectifs ;
- les contraintes principales ;
- les exclusions.



Il s'agit donc d'un document décrivant de la façon la plus précise possible, avec un vocabulaire simple, les besoins auxquels le maître d'oeuvre doit répondre.

CAHIER des charges

SNEcgfp 2010



CAHIER des charges

SNEcgfp 2010



A- Généralités
pour les cycles
C1 à C4 et pour la voie
de préparation de l'ESG ...

05



B- Cycles C1, C2, C3, et C4 ...

09



C- Cycle C1

21



D- Voie de préparation
de l'ESG

25

CAHIER des charges SNE cgfp 2018

05

A- Généralités pour les cycles C1 à C4 et pour la voie de préparation de l'ESG ...

- 1- Revendications salariales
- 2- Réforme du stage des stagiaires-instituteurs
- 3- Protection des données
- 4- Formation continue



Cahier des charges 2018 à l'attention du MENJE et des partis politiques



Le présent cahier des charges a été rédigé suite aux rencontres avec les présidents et les membres d'un comité d'école lors des réunions régionales 2018 organisées par le SNE/CGFP et suite aux discussions au sein des groupes de travail du SNE/CGFP s'occupant du cycle 1 et de la voie de préparation (VP) de l'ESG.



Le cahier des charges est sujet à être continuellement adapté à la situation réelle du terrain et aux exigences qui en découlent.



Ce cahier des charges comprend des revendications d'ordre général ainsi que les revendications spécifiques aux cycles 1 à 4, au cycle 1 et à la voie de préparation de l'ESG.

A- Généralités pour les cycles C1 à C4 et pour la voie de préparation de l'ESG

1. Revendications salariales



Le SNE/CGFP revendique que le grade E5 du tableau indiciaire transitoire de la rubrique Enseignement soit allongé d'un dix-septième échelon ayant l'indice 500 et ceci en remplacement de l'actuel supplément de traitement de 20 points indiciaires accordé aux instituteurs en vertu de l'article 51 h), i) et j) de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Tous les instituteurs auxquels le régime transitoire est applicable devraient bénéficier de cette mesure.

Cette disposition apporterait de surplus une solution à la problématique du cumul du supplément de traitement et de la majoration d'échelon pour poste à responsabilités particulières.



1- Revendications salariales - suite

Le SNE/CGFP revendique que le plafonnement du traitement barémique des instituteurs à 500 points indiciaires, prévu à l'annexe B : B2) Allongements point 3, soit abandonné. Les instituteurs devraient bénéficier simultanément et sans aucune restriction de l'allongement du grade 14 (10e échelon ayant l'indice 500) et de la prime pensionnable de 12 points indiciaires prévue à l'article 25, paragraphe 1er, de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Afin d'augmenter l'attractivité de la fonction d'instituteur spécialisé et d'éliminer certains « cas de rigueur » résultant du reclassement à la fonction d'instituteur spécialisé, le SNE/CGFP revendique que les instituteurs spécialisés soient reclassés à partir du grade E5 au grade E7 au même numéro d'échelon, diminué d'un échelon.



2- Réforme du stage des stagiaires-instituteurs

Au vu du constat que le stage actuel des stagiaires-instituteurs s'avère inadapté et qu'il n'apporte pas la plus-value escomptée, le SNE/CGFP exige une réforme en profondeur de ce stage en mettant l'accent sur la mise en place d'un stage utile, sensé et équilibré. Il est donc primordial de miser sur une amélioration qualitative du stage.

Étant donné que les étudiants en sciences de l'éducation ont accompli une formation initiale de type professionnalisant qui conjugue théorie et pratique, le SNE/CGFP est d'avis qu'il faudra privilégier l'insertion professionnelle, l'accompagnement des stagiaires et les aspects pratiques de la profession, tout en évitant de dispenser des cours à contenus redondants et interférant avec la formation initiale.

Le SNE/CGFP se prononce en faveur de la mise en place d'un stage « à la carte » où chaque stagiaire pourra choisir les modules qu'il juge nécessaire pour parfaire et compléter sa formation initiale. L'aspect formatif du stage devrait largement prédominer sur l'aspect d'évaluation.



2- Réforme du stage des stagiaires-instituteurs - suite



SNE/CGFP se prononce en faveur d'une réduction généralisée de la durée du stage des stagiaires-instituteurs à deux ans.

Le SNE/CGFP revendique l'abolition du système actuel d'indemnisation des stagiaires (indemnisation des stagiaires à hauteur de 80% du traitement initial pendant les deux premières années de stage et de 90% pendant la troisième année de stage).

3- Protection des données

Le SNE/CGFP revendique que le MENJE fournisse aux enseignants des informations claires et précises sur l'envergure du Règlement général sur la protection des données applicable à partir du 25 mai 2018 et sur ses incidences sur l'école fondamentale.

Tout en estimant que ni les directions régionales ni les communes ne devraient décider de la teneur des informations fournies, le SNE/CGFP se prononce en faveur d'une information harmonisée au niveau national.

4- Formation continue

Le SNE/CGFP reste opposé au classement de l'offre de formations continues en formations prioritaires et non-prioritaires. Il demande que toutes les formations continues soient prises en compte dans le cadre des heures de formation obligatoires pour les enseignants.

Le SNE/CGFP exige la création d'un compte-crédit « formation » où toutes les formations accomplies au cours d'une période de référence seront comptabilisées. Lors du passage d'une période de référence à une autre, il devra être possible de reporter, sans aucune perte, les heures de formations dépassant le volume de formations obligatoires (48 heures par période de référence) sur la période de référence suivante.

CAHIER des charges SNE cgfp 2018

B- Cycles C1, C2, C3 et C4 ...

09

- 1- Encadrement des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, respectivement à besoins de santé
- 2- Pénurie d'enseignants et attractivité de la profession d'instituteur
- 3- Remplacements
- 4- Contingent
- 5- Éducation plurilingue et initiation à la langue française
- 6- Passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire
- 7- Directions de région
- 8- Développement scolaire et Plan de développement de l'établissement scolaire (PDS)
- 9- Évaluation, critères de promotion et allongement de cycle
- 10- Appui pédagogique
- 11- Collaboration avec le service d'éducation et d'accueil
- 12- Partenariat avec les parents
- 13- Équipement informatique
- 14- Communication du MENJE



B- Cycles 1 à 4



1- Encadrement des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, respectivement à besoins de santé

1.1- Au niveau de l'école



**Instituteurs spécialisés dans la scolarisation des enfants
à besoins éducatifs particuliers et spécifiques (I-EBS)**

- L'accord signé en date du 22 février 2016 entre le MENJE et le SNE/CGFP prévoit que 150 instituteurs spécialisés dans la prise en charge d'enfants à besoins spécifiques seront engagés dans le groupe de traitement A1 d'ici 2020.

Au vu du nombre croissant d'enfants nécessitant une prise en charge spécialisée, le SNE/CGFP estime qu'il faudra revoir ce nombre à la hausse. Partant, il revendique une augmentation substantielle du contingent d'I-EBS.

- L'article 11bis de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental stipule que la tâche normale des I-EBS comprend, entre autres, vingt-trois leçons hebdomadaires de prise en charge d'élèves à besoins éducatifs particuliers dans le respect d'une approche inclusive au sein de l'école ou d'assistance à ces élèves dans leur classe.

Conscient du fait qu'il est essentiel que les I-EBS travaillent sur le terrain en contact avec les enfants, le SNE/CGFP ne pourrait en aucun cas se déclarer d'accord avec une réduction de leur temps de présence auprès des élèves.

Tout en estimant que l'action des I-EBS sera la plus rapide, efficace et fructueuse si les paperasseries en relation avec la prise en charge des élèves à besoins particuliers et spécifiques sont réduites à un strict minimum, le SNE/CGFP revendique que l'intervention des I-EBS auprès des élèves devrait se faire sans autres formalités. e SNE/CGFP revendique que l'intervention des I-EBS auprès des élèves devrait se faire sans autres formalités.



- La mise en place d'obstacles administratifs superflus compromettra le bon déroulement du processus de prise en charge de ces élèves.

Aussi longtemps que la prise en charge de ces enfants ne nécessite pas l'intervention de la Commission d'Inclusion (CI), le SNE/CGFP estime qu'il ne sera pas nécessaire de remplir des formulaires ou d'autres documents en relation avec la prise en charge des élèves.

Le SNE/CGFP insiste que les enseignants travaillant à l'heure actuelle dans les structures ou centres d'apprentissage existants et prenant déjà en charge les enfants à besoins spécifiques ne soient pas forcés de quitter ces structures en raison du recrutement d'instituteurs spécialisés.



Mise en place d'une structure de prévention et d'intervention dans toutes les écoles

Considérant la situation de plus en plus complexe et difficile dans nos écoles, le SNE/CGFP exige qu'une structure de soutien et d'aide, composée de spécialistes (éducateurs, infirmiers, assistants sociaux, ...) soit créée dans chaque école.

- Ce personnel pourrait intervenir pour la prise en charge des élèves présentant des troubles de comportement, pour l'assistance médicale des élèves dans le cadre du projet d'accueil individualisé (PAI) ainsi que pour la mise en place de mesures de prévention. Ce dispositif pourrait améliorer les conditions d'enseignement des instituteurs.



Inclusion des élèves à besoins spécifiques

Tout en ne rejetant pas catégoriquement l'idée de l'inclusion, le SNE/CGFP est d'avis qu'il n'est pas toujours possible de la réaliser ni au sein de l'entité classe ni au sein de l'entité école. Dès lors, il s'avère nécessaire que des centres spécialisés prennent en charge les élèves dont la scolarisation dans des classes régulières n'est plus possible.



Ordre intérieur et discipline

Le SNE/CGFP revendique la mise en place d'un règlement de discipline et de mesures disciplinaires harmonisés au niveau national à l'instar de ce qui se fait dans l'enseignement secondaire.



1.2- Au niveau régional

Actuellement, le fonctionnement des équipes de soutien aux élèves à besoins particuliers ou spécifiques (ESEB) n'est pas satisfaisant faute de moyens suffisants et en raison de procédures trop rigides.

Le SNE/CGFP exige par conséquent que les ESEBs soient progressivement renforcées. Leur action devrait primordialement se faire au contact des élèves dans les classes.

Les procédures devraient être allégées afin d'accélérer la prise en charge des élèves concernés.

Dans ce contexte, le SNE/CGFP rappelle que l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental stipule que l'ESEB, après avoir été sollicitée, devrait présenter les résultats de son diagnostic endéans quatre semaines de période scolaire.

Le SNE/CGFP considère que certaines informations couvertes par le secret professionnel (p.ex. dans le cadre de la prise en charge d'élèves à besoins spécifiques ou particuliers par les ESEBs) doivent être partagées entre les professionnels de la santé et les professionnels de l'éducation, ce partage d'informations ayant pour objectif de favoriser le mieux-être des enfants concernés.

Il est évident que le partage d'informations dans le cadre du secret professionnel partagé doit se limiter aux informations strictement nécessaires et utiles pouvant intéresser les professionnels de l'éducation.

Les données fournies par l'équipe multidisciplinaire pourront orienter les actions pédagogiques des enseignants et contribuer à une meilleure compréhension des problèmes des élèves.

Se référant à l'accord du 22 février 2016 entre le MENJE et le SNE/CGFP au sujet des lignes directrices de la politique éducative pour le restant de l'actuelle législature, le SNE/CGFP revendique que les procédures de saisine et de fonctionnement interne de la Commission d'Inclusion (CI) soient simplifiées.

Dans ce cadre, une simplification des différents plans de prise en charge s'impose.

1.2- Au niveau national



Centres de compétences et centres de prise en charge socio-éducative intense




Le SNE/CGFP exige qu'il soit possible d'orienter les élèves dont la prise en charge ne peut plus être assurée par l'école vers un centre de compétences ou vers un centre de prise en charge socio-éducative intense.

Le SNE/CGFP insiste sur le fait que les centres de compétences ne sont pas uniquement conçus comme une institution où les enseignants peuvent se ressourcer, mais qu'ils pourront accueillir aussi de façon temporaire des enfants à besoins spécifiques, à troubles de comportement ou présentant des déficits d'apprentissage dont l'encadrement ne peut plus être assuré au sein d'une classe ou d'une école.

Le SNE/CGFP insiste qu'aucun des 150 instituteurs spécialisés engagés pour l'encadrement des enfants à besoins spécifiques et particuliers ne soit détaché à l'un des centres de compétences. Le fonctionnement de ces centres devra être garanti par le recrutement de personnel supplémentaire.

2- Pénurie d'enseignants et attractivité de la profession d'instituteur

Le SNE/CGFP constate que l'attractivité de la profession d'instituteur a fortement diminué ces dernières années. Parallèlement à une réforme en profondeur du stage des stagiaires-instituteurs, le SNE/CGFP demande au MENJE:

-  de placer la mission d'enseignement de nouveau au centre de l'activité de l'instituteur ;
-  de réduire au strict minimum les tâches administratives incombant aux enseignants ;
-  d'évaluer les réformes entamées au regard de leur plus-value pour les enseignements et les enfants.

Il ne sera possible de recruter des enseignants en nombre suffisant que si les responsables politiques réussissent à accroître l'attractivité de la profession d'enseignant.

Pour répondre aux exigences de plus en plus complexes de la profession d'instituteur, le SNE/CGFP revendique que le recrutement des instituteurs devrait se faire à moyen terme au niveau de master.

3- Remplacements



Le SNE/CGFP exige que le nombre de chargés de cours dans la réserve des suppléants soit augmenté, notamment pour assurer des remplacements de courte durée.

- Pour faciliter l'organisation des remplacements au cycle 1 et aux cycles 2 à 4, le SNE/CGFP demande que les instituteurs habilités à enseigner soit au cycle 1, soit aux cycles 2 à 4 aient le droit d'effectuer des remplacements dans tous les cycles de l'enseignement fondamental. Une attestation les habilitant à faire des remplacements dans tous les cycles devrait leur être conférée d'office.



En ce qui concerne la qualification des remplaçants, le SNE/CGFP est d'avis que les candidats devraient faire preuve d'un niveau de compétences adéquat dans les langues allemande et française, tant à l'oral qu'à l'écrit.

- Il serait opportun de soumettre les candidats à un test linguistique avant qu'ils entament leur stage de remplacement.

De même, les directeurs de région devraient organiser une formation d'une journée au profit des candidats pour leur expliquer le fonctionnement de l'enseignement fondamental et pour leur transmettre des notions de base de la didactique appliquée dans les écoles fondamentales (préparation de leçons, évaluation, ...).

Ceci allégerait le travail des présidents des Comités d'école et surtout des patrons de stage qui pourraient dorénavant concentrer leurs efforts sur la transmission de l'aspect pratique de la profession.




Tout en exigeant que l'attestation à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental ne soit pas bradée et que la qualité des remplacements soit maintenue à un niveau acceptable, le SNE/CGFP dénonce le fait que l'attestation susmentionnée soit délivrée à des candidats qui ont obtenu des appréciations négatives, voire insuffisantes dans un, plusieurs ou tous les cycles.

Cette pratique ne pourra obtenir l'assentiment du SNE/CGFP puisqu'elle se fait au détriment d'un enseignement de qualité dans les écoles.

3- Remplacements - suite

- Pour affronter les effets de la pénurie d'enseignants et pour contrer la situation intenable des remplacements, le SNE/CGFP suggère de recruter du personnel remplaçant à deux niveaux :

 **Surveillants assurant des remplacements à court terme (surveillance) ;**

 **Remplaçants pouvant assurer des remplacements à long terme, recrutés au moins selon les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 28 mai 2009 fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.**

- A l'heure actuelle, le remplacement des éducateurs en congé de maladie s'avère extrêmement difficile à l'enseignement fondamental.

Le SNE/CGFP exige que la réserve de suppléants du personnel socio-éducatif soit renforcée afin de permettre d'organiser de manière plus efficace le remplacement de ces intervenants en cas de maladie.

4- Contingent

- **Le SNE/CGFP a toujours mis en exergue les effets néfastes dus à l'application du contingent.** Il a déjà attiré à maintes reprises l'attention du MENJE sur le fait que le calcul du contingent pose problème dans la gestion des classes, notamment dans les petites écoles ou communes.

Le SNE/CGFP rappelle que la première mission de l'école consiste à assurer un enseignement de base d'une bonne qualité à tous les élèves.

Il est donc évident que les leçons attribuées pour couvrir l'enseignement de base doivent s'orienter à un effectif de classe moyen qui tienne compte de la situation particulièrement exigeante de l'école luxembourgeoise.

Pour le SNE/CGFP l'effectif moyen d'une classe ne devra en aucun cas dépasser quinze élèves.

5- Éducation plurilingue et initiation à la langue française

- Au vu de la volonté politique de mettre en place une initiation à la langue française au cycle 1,

le SNE/CGFP met le MENJE en garde d'assurer la continuité de l'apprentissage de la langue française tout au long du cursus scolaire (cycle 1 au cycle 4) et de garantir une cohérence dans les contenus et programmes.

De plus, le SNE/CGFP exige que le concept d'une initiation à la langue française au cycle 1 et au cycle 2.1 soit évalué et, le cas échéant, adapté ou repensé.

- Après avoir introduit l'éducation plurilingue au cycle 1 pendant l'année scolaire 2017-2018, il est prévu de mettre en place un cours de français au cycle 2.1. pour l'année scolaire 2018-2019.

Le SNE/CGFP exige que le matériel didactique à utiliser au cycle 2.1 soit mis à la disposition des enseignants d'un cycle 2 dans des délais raisonnables afin que ces derniers soient en mesure de préparer leur cours de français de façon réfléchie et sans hâte.

Considérant le caractère provisoire du nouveau matériel à introduire, le SNE/CGFP exige de tenir compte des remarques du personnel enseignant pour apporter, le cas échéant, des modifications à la version définitive du matériel.

6- Passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire

- De façon générale, le SNE/CGFP voit d'un œil sceptique l'influence croissante des parents d'élèves dans la prise de décision à tous les niveaux, notamment à l'occasion de la procédure d'orientation de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire.

Le SNE/CGFP est en effet d'avis que les enseignants en tant que professionnels sont les plus compétents pour prendre les décisions de promotion.

6- Passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire- suite

- Étant donné qu'il n'était pas demandeur de la réforme de la procédure réglant le passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement post-fondamental, le SNE/CGFP exige que la nouvelle procédure soit évaluée de façon objective en vue de procéder aux adaptations qui s'imposent suite aux expériences vécues.
- Dans le souci de rendre le passage entre les différents ordres d'enseignement plus fluide, le SNE/CGFP revendique d'accroître la cohérence entre les programmes de l'EF et ceux de l'ESC ou de l'ESG.

7- Directions de région

Le SNE/CGFP met le MENJE en garde que des formalités exagérées accompagnées de réglementations trop contraignantes risquent d'hypothéquer sérieusement la mission d'enseignement proprement dite de l'instituteur.

- Le SNE/CGFP est d'avis que les efforts entrepris pour relever le défi de construire l'école de demain constituent un processus qui doit se faire en toute confiance avec les enseignants et non aux dépens du corps enseignant.

Partant, le SNE/CGFP demande avec insistance de réduire au strict minimum les formalités relatives aux procédures administratives, et ceci dans un souci de simplification administrative. Les notes de service émises par les directions de région ne devraient ni entraver ni hypothéquer le processus administratif, mais, au contraire, devraient faciliter et standardiser les échanges entre professionnels. Dans une optique de soutien, de coopération et d'assistance des enseignants, ces notes devraient guider les enseignants et ne pas être utilisées de façon abusive pour les contrôler.

Le SNE/CGFP revendique que la cellule de médiation prévue à l'article 63ter de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental soit enfin mise en place. Cette cellule a pour objet d'arbitrer toute situation conflictuelle entre un enseignant et le directeur de région concerné.

8- Développement scolaire et Plan de développement de l'établissement scolaire (PDS)

- Dans l'accord du 22 février 2016 entre le MENJE et le SNE/CGFP au sujet des lignes directrices de la politique éducative pour le restant de l'actuelle législature, il a été convenu de remplacer le Plan de réussite scolaire par le Plan de développement de l'établissement scolaire. Ce changement devrait être accompagné d'une simplification du PDS, aussi bien en ce qui concerne son établissement que son suivi. **Il a été retenu que le volume de travail en relation avec le PDS serait réduit et que le PDS serait rendu plus pratique. Notamment l'outil informatique « edvance » aurait dû contribuer de façon substantielle à cette simplification, ce qui, selon nos informations, n'est pas le cas.**

Au vu de ce qui précède, le SNE/CGFP se demande si le PDS est vraiment le moyen adéquat pour garantir le développement scolaire dans nos écoles. Par conséquent, le SNE/CGFP revendique de mener un débat de fond quant à l'utilité du PDS pour le développement scolaire de l'école.

9- Évaluation, critères de promotion et allongement de cycle

- Nombreux sont les élèves qui ont accompli un parcours « sans faute » jusqu'au cycle 4, mais qui présentent quand même des lacunes considérables dans un ou plusieurs domaines. Leur orientation et leur progression à l'enseignement secondaire s'en trouvent compromises. Les raisons à ce constat sont dues aux critères de promotion trop flous et trop larges à l'occasion du passage du cycle 2 vers le cycle 3, respectivement du cycle 3 vers le cycle 4.

Partant, le SNE/CGFP revendique que les critères de promotion soient revus à la hausse.

- Actuellement il est prévu de mettre en œuvre, dès la première année de cycle, des mesures de différenciation pour les élèves qui éprouvent des difficultés d'apprentissage. Le SNE/CGFP constate que, malgré les efforts de différenciation déployés, beaucoup des élèves concernés accumulent des retards croissants pendant la première année de cycle. Ainsi le fossé entre les compétences réalisées et les exigences se creuse de plus en plus.

Partant, le SNE/CGFP est d'avis qu'il devrait être possible de prendre la décision d'allongement de cycle au cours de la première année du cycle en question.

10- Appui pédagogique

- Le SNE/CGFP revendique que les écoles doivent disposer de la plus grande flexibilité et garder leur pleine autonomie dans l'organisation de l'appui pédagogique.

De plus, le SNE/CGFP revendique l'abandon des relevés afférents.



11 - Collaboration avec le service d'éducation et d'accueil

- Le SNE/CGFP demande que l'élaboration et l'organisation du PEP restent à la charge des communes et des maisons relais, sans que ce travail incombe aux enseignants.



12- Partenariat avec les parents

- Le SNE/CGFP est d'avis qu'il faudra alléger les modalités d'élection des représentants des parents.

Le SNE/CGFP propose que les communes institutionnalisent un vote par correspondance.



13- Équipement informatique

- Considérant les efforts déployés par le MENJE pour promouvoir l'outil informatique dans les apprentissages à l'école fondamentale et pour développer les compétences numériques et informationnelles des élèves, le SNE/CGFP est d'avis que toutes les écoles fondamentales devraient être équipées du matériel informatique et des moyens d'accès à Internet nécessaires à ces apprentissages. Dans ce contexte, le SNE/CGFP rappelle qu'à ce jour l'infrastructure informatique de beaucoup d'écoles ne permet pas un usage satisfaisant des technologies d'information et de communication.

Si le MENJE veut vraiment promouvoir les TIC à l'enseignement fondamental, une solution aux problèmes de l'inégalité des fournitures informatiques au sein des écoles devra être trouvée.



14- Communication du MENJE



- Différents courriels sont envoyés à tous les enseignants, d'autres sont envoyés en « blind copy » alors que d'autres encore sont adressés aux présidents d'un comité d'école ou aux coordinateurs de cycle qui sont censés les transférer à leur tour aux différents destinataires des établissements scolaires.

Pour le président d'un comité d'école, il n'est souvent pas facile de garder une vue globale sur les différents courriels et, considérant l'inflation des messages quotidiens, d'en évaluer l'importance. A cela s'ajoute le fait que le même message est parfois envoyé de façon redondante par plusieurs expéditeurs.

Le SNE/CGFP est d'avis que le travail de distribution de courriels exigé de la part des présidents d'un Comité d'école occasionne au quotidien une perte de temps considérable, temps qui pourrait être employé de façon plus fructueuse.

Le SNE/CGFP revendique de la part des services du MENJE de cibler davantage leurs envois en faisant parvenir les courriels directement aux destinataires souhaités sans passer par le président d'un Comité d'école.



CAHIER des charges SNE cgfp 2010

C- Cycle C1 ...

21

- 1- Horaire
- 2- Utilisation commune des localités de l'école fondamentale et des maison relais
- 3- Au sujet des langues dans le cycle 1
- 4- Prise en compte de l'éducation précoce dans le plan d'études
- 5- Dépistage des troubles du langage et des troubles psychomoteurs



C- Cycle 1

1- Horaire

- Actuellement, le cycle 1 dispose d'une grande flexibilité de l'organisation et de l'emploi du temps dans le cadre des horaires fixés par les autorités communales.
- Cette flexibilité permet de répondre aux besoins très complexes des enfants tout au long de la journée. Les besoins des enfants varient au cours de la journée et au fil des semaines, aussi bien en fonction de la personnalité de l'enfant qu'en fonction du groupe classe.

L'enseignant doit disposer d'une très large liberté pour réagir de façon adéquate aux besoins des enfants qui sont notamment les besoins de bouger, de se remettre au calme, de s'exprimer de façon artistique, etc. L'adaptation flexible de l'emploi du temps doit donc impérativement être maintenue.

De plus, le SNE/CGFP exige que les pauses au Cycle 1 ne soient pas rallongées artificiellement avec la seule finalité d'adapter l'horaire du cycle 1 aux cycles 2 à 4.

2- Utilisation commune des localités de l'école fondamentale et des maison relais

- Il faudra veiller à ce que l'utilisation commune des salles de classes ou des salles fonctionnelles par les deux structures n'entraîne pas de déficit sensoriel chez les enfants. En effet, le fait de se trouver en permanence dans les mêmes locaux, de n'avoir à sa disposition que le même matériel pendant toute la journée, d'être soumis tout au long de la journée aux mêmes stimuli sensoriels entrave le développement cognitif des enfants. L'objectif de toute éducation des jeunes enfants - soit-elle formelle ou non-formelle - est d'assurer le meilleur développement possible de l'enfant.

Partant, le SNE/CGFP est d'avis qu'il ne faudra pas forcer la fusion des deux structures. Il faudra se donner le temps de préparer la transformation des structures existantes ou la création de nouveaux locaux par rapport à des projets bien conçus.



3- Au sujet des langues dans le cycle 1

- Tout en reconnaissant l'importance de la valorisation de la langue maternelle des enfants au cycle 1 dans leur développement langagier,



le SNE/CGFP est d'avis que les parents sont majoritairement responsables de l'apprentissage de la langue maternelle des enfants.



Le SNE/CGFP demande au MENJE de faire des propositions concrètes quant à la sensibilisation des parents par rapport à l'importance d'un bon développement de la langue maternelle de leurs enfants.

4- Prise en compte de l'éducation précoce dans le plan d'études

- Actuellement le plan d'études regroupe les socles de compétences pour les cycles 1 à 4, mais ne consacre pas de section spécifique à l'éducation précoce. Considérant qu'un nouveau plan cadre pour l'éducation précoce a été élaboré, le SNE/CGFP regrette que ce document n'ait pas été intégré dans le plan d'études, document de référence pour toute l'école fondamentale.



Le SNE/CGFP revendique que le plan cadre pour l'éducation précoce trouve sa place dans le plan d'études.

5- Dépistage des troubles du langage et des troubles psychomoteurs



Le SNE/CGFP revendique que le dépistage des troubles du langage « bilan 30 » du Service audiophonologique devienne obligatoire pour tous les enfants.

En effet, cet examen précoce pourrait révéler très tôt d'éventuels troubles du langage chez les enfants et permettrait, si nécessaire, d'organiser le plus tôt possible une prise en charge adaptée et efficace des enfants dépistés.



Un "cahier des charges" vise à définir exhaustivement les « spécifications de base » d'un produit ou d'un service à réaliser.



Le "cahier des charges" décrit notamment :

- les enjeux sous-jacents ;
- les objectifs généraux à atteindre, y compris le livrable principal ;
- les modalités éventuelles d'exécution ;
- les critères d'évaluation du livrable et des autres objectifs ;
- les contraintes principales ;
- les exclusions.



Il s'agit donc d'un document décrivant de la façon la plus précise possible, avec un vocabulaire simple, les besoins auxquels le maître d'oeuvre doit répondre.

CAHIER des charges

SNEcgfp 2010



CAHIER des charges SNE cgfp 2018

D- Voie de préparation de l'ESG

25

- 1- Les conditions de travail
- 2- Enseignement des langues
- 3- Critères d'accès 5AD
- 4- Encadrement des élèves



D- Voie de préparation de l'ESG

1 - Les conditions de travail



Suite à l'introduction de la gratuité des manuels scolaires, chaque lycée est invité à choisir, comme support de cours, un seul livre (respectivement une seule série de livres) par branche qui sera rendu gratuit pour les élèves.

Or, peu importe le choix du lycée, **il est impossible de trouver un seul manuel respectant d'un côté à 100% les contenus et exigences regroupés par le MENJE pour un module ALLUX, FRANC ou MATH et permettant d'un autre côté un travail efficace sur les difficultés et lacunes des élèves – ceci en même temps sur un niveau de base et un niveau avancé.**

Ceci pose avant tout, mais pas uniquement, problème dans les classes COIP/IPDM, où existent de grandes différences de niveaux scolaires entre élèves.

L'enseignant de la voie de préparation, soucieux d'offrir un cours adapté aux différents niveaux des élèves d'un module, **compose donc un support de cours individuel**, et ceci à côté du manuel obligatoire qui fut choisi par son lycée.

Il élabore des fiches de travail et y associe des copies tirées de livres différents du manuel obligatoire. **Ainsi ses élèves pourront bénéficier d'un cours complet et adapté, permettant pour chaque module de pouvoir traiter tous les savoirs et de pouvoir travailler sur les compétences à atteindre fixées par le MENJE.**

Les copies de ce cours individuel, tirées donc en partie d'autres manuels que celui choisi par le lycée, sont payantes pour les élèves.

Les élèves de la voie de préparation ne peuvent donc pas profiter de la même manière que tout autre élève de l'enseignement général de la gratuité des manuels scolaires.



1 - Les conditions de travail - suite

- Pour ce qui est des langues, le MENJE ne propose pas pour le moment de matériel (écoutes, textes), adapté à l'enseignement par modules des langues dans la voie de préparation. Les textes et écoutes proposés par le MENJE pour l'EF s'avèrent souvent peu adaptés à l'âge et aux niveaux de compétences des élèves de la voie de préparation.
- Pour ce qui est des mathématiques, le groupe de travail instauré par le MENJE n'a toujours pas terminé le recueil d'exercices adaptés pour tous les 9 modules.

Le SNE/CGFP demande que le nombre de décharges et de jetons accordés aux membres des groupes de travail chargés d'élaborer du matériel didactique adapté à l'enseignement modulaire soit revu à la hausse et que le MENJE leur donne pour mission d'élaborer un support de base national pour chaque branche « principale », adapté aux exigences formulées par le MENJE et gratuit pour les élèves de la voie de préparation.



2 - Enseignement des langues

- Sûrement, la langue anglaise gagnera en importance dans les décennies à venir, vu l'internationalisation de la société luxembourgeoise. Actuellement, les élèves de la voie de préparation n'ont pas de cours d'initiation à la langue anglaise obligatoire. Beaucoup de lycées offrent des cours d'anglais optionnels, surtout pour les classes de 5AD. On peut y constater que la motivation d'apprendre l'anglais de la part des élèves de la voie de préparation est très haute.

Le SNE/CGFP suggère donc qu'un vrai concept national pour une initiation à la langue anglaise soit élaboré pour les classes de 5P- à l'instar de ce qui a été fait pour l'initiation à la langue française au cycle 1 et au cycle 2.1 de l'EF.

En même temps, le SNE/CGFP invite le MENJE à repenser ses critères d'admission pour la classe de 5AD. Actuellement, l'élève doit avoir réussi un minimum de 5 modules dans une des langues uniquement pour y avoir accès.

Après l'introduction d'un cours d'initiation à langue anglaise, ce concept devra être évalué et, le cas échéant, adapté ou repensé après un premier temps d'essai. Pourquoi ne pas exiger un total de X modules, toutes langues confondues ?



2 - Enseignement des langues - suite

Le SNE/CGFP constate que de nombreux travailleurs frontaliers au Luxembourg ne maîtrisent pas eux aussi les 3 langues qui seraient alors enseignées dans la voie de préparation.

Ceci donnerait donc un vrai avantage aux élèves de la voie de préparation, confrontés à un marché de travail transfrontalier. En plus, ceci donnerait une perspective aux élèves qui, malgré tout effort, n'avancent plus dans le système modulaire.

Au lieu de les faire répéter pour la nième fois un même module ALLUX ou FRANC, on pourrait les initier à la langue anglaise. Il s'en suivrait une motivation certaine d'apprendre une nouvelle langue dans laquelle il leur sera peut-être possible de faire enfin des progrès.

Finalement, ceci faciliterait le passage de l'élève d'une classe de 5P respectivement de 5AD vers une classe de 5G.

3 - Critères d'accès 5AD

Le SNE/CGFP félicite le MENJE pour l'introduction de minima à atteindre en langues et en mathématiques avant que les élèves soient admis en classe de 5AD.

Certes, le total des modules à atteindre a été augmenté de 3 modules pour atteindre 33 modules.
Mais vu qu'au même moment des modules supplémentaires ont été introduits et considérant que ces modules sont aussi pris en compte pour le calcul du total de modules.

Le SNE/CGFP met le MENJE en garde de ne pas dévaloriser à long terme les diplômes au niveau DAP.

Le SNE/CGFP invite donc le MENJE à revoir à la hausse le nombre actuel de modules (33 modules au total) qui donnent accès à une classe de 5AD.

4 - Encadrement des élèves



Encadrement en général :

- Le SNE/CGFP est d'avis que les missions des services éducatifs des lycées sont de plus en plus importantes. En effet, ce sont ces services qui sont le mieux placés pour accueillir et encadrer les élèves en dehors des heures de cours.

Cette prise en charge contribue à mieux connaître la personnalité de l'élève et les éducateurs, qui observent et soutiennent le développement de l'élève en dehors des heures de cours, pourront rapidement informer le régent de classe en cas de problèmes ou de doléances extra-scolaires.

Le SNE/CGFP revendique dans ce contexte que l'élève de la voie de préparation qui se trouve dans l'enceinte du bâtiment scolaire avant le début des cours n'aura pas seulement la possibilité de participer à des activités organisées par le service éducatif du lycée pendant les heures de midi ou les après-midis après la fin des cours, mais que cette offre soit élargie aux plages de matin se situant avant le début officiel des cours (p.ex. à partir de 7.30 heures).



Encadrement des élèves à besoins spécifiques:

- Actuellement, il n'existe pas de structure pour encadrer efficacement en classe les élèves à besoins spécifiques ou les élèves à comportement inadapté. Trop souvent, ces élèves sont écartés de leur classe habituelle (mesures disciplinaires, classe MOSAIK, « Itzeger Stee », ...) et la problématique est juste transférée, mais pas traitée.

Le SNE/CGFP revendique la création de postes d'instituteurs spécialisés pour pouvoir encadrer plus efficacement, et ceci dès la classe de 7P, les élèves qui n'atteindront même pas un niveau CCP. La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État prévoit d'ailleurs la fonction de l'instituteur spécialisé dans le sous-groupe de traitement « enseignement secondaire ».



En plus, le SNE/CGFP demande la création de plus de structures spécialisées pour travailler avec des élèves dont le comportement en classe ou l'attitude au travail sont devenus intolérables.



4 - Encadrement des élèves - suite



Encadrement des élèves en fin de scolarité obligatoire n'ayant pas atteint le socle CCP

Le SNE/CGFP constate qu'il n'y a pas d'offre scolaire au Luxembourg pour des élèves mineurs en fin d'obligation scolaire qui n'avancent plus au niveau scolaire.

Souvent, ces élèves sont orientés vers une classe IPDM, à condition d'avoir atteint l'âge prévu par la loi.

Le SNE/CGFP suggère d'élargir l'offre des CNFPC, en les rendant accessibles aux jeunes dès la fin de l'obligation scolaire.

En même temps, le MENJE pourrait autoriser les demandeurs de protection internationale à s'inscrire au CNFPC.



Encadrement des élèves à la recherche d'un poste d'apprentissage

Le SNE/CGFP insiste sur le fait que le MENJE doit jouer un rôle plus actif dans la création de postes d'apprentissage, surtout au niveau CCP,

soit en motivant/soutenant davantage les patrons d'entreprises, soit en créant des postes d'apprentissages étatiques.



Un "cahier des charges" vise à définir exhaustivement les « spécifications de base » d'un produit ou d'un service à réaliser.

Le "cahier des charges" décrit notamment :

- les enjeux sous-jacents ;
- les objectifs généraux à atteindre, y compris le livrable principal ;
- les modalités éventuelles d'exécution ;
- les critères d'évaluation du livrable et des autres objectifs ;
- les contraintes principales ;
- les exclusions.

Il s'agit donc d'un document décrivant de la façon la plus précise possible, avec un vocabulaire simple, les besoins auxquels le maître d'oeuvre doit répondre.



CAHIER des charges SNEcgfp 2010



A- Généralités
pour les cycles
C1 à C4 et pour la voie
de préparation de l'ESG ...

05



B- Cycles C1, C2, C3, et C4 ...

09



C- Cycle C1

21



D- Voie de préparation
de l'ESG

25

